

# Les États-Unis de Trump et la guerre du Haut-Karabagh

**Julien Zarifian**

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2021/1 Printemps**, PAGES 119 À 129  
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**ISSN 0032-342X**

**ISBN 9791037303066**

**DOI 10.3917/pe.211.0119**

**Date de mise en ligne : 09/03/2021**

**Article disponible en ligne à l'adresse**

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2021-1-page-119?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# Les États-Unis de Trump et la guerre du Haut-Karabagh

Par **Julien Zarifian**

**Julien Zarifian** est maître de conférences en civilisation américaine à CY Cergy Paris Université, et membre junior de l'Institut universitaire de France (2020-2025).

L'administration Trump, accaparée par les élections présidentielles, est restée pour l'essentiel en retrait, en dépit d'efforts ponctuels. Ce retrait relatif, sur fond d'activisme en faveur d'un camp ou de l'autre, de nombreux acteurs institutionnels et non-institutionnels à Washington, a laissé le champ libre à la Turquie et à la Russie. Au final, Moscou a obtenu seule un cessez-le-feu, qui matérialise son influence mais aussi d'importantes avancées territoriales azéries et diplomatiques turques.

**politique** étrangère

La récente guerre au Haut-Karabagh, ouverte par l'offensive du 27 septembre 2020 de l'armée de l'Azerbaïdjan soutenue par la Turquie, contre la République auto-proclamée du Haut-Karabagh (*Artsakh*, en arménien) soutenue par l'Arménie, et conclue par le cessez-le-feu du 9 novembre, a consacré sinon la défaite totale, du moins un net recul de la partie arménienne, qui abandonne des territoires au profit de l'Azerbaïdjan. Particulièrement violente, cette phase armée a fait plusieurs milliers de morts de part et d'autre, et obéré la stabilité d'une région stratégique aux confins de la Russie et du Moyen-Orient, mais également de l'Europe et de l'Asie centrale.

Pour ces raisons, mais aussi parce que les États-Unis sont, avec la Russie et la France, co-présidents du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), en charge des négociations de paix depuis la première phase armée du conflit au début des années 1990, l'administration Trump n'a pu éviter la question et s'est investie, durant les six semaines de la guerre, pour tenter de stopper les hostilités. Moins engagée que ses prédécesseurs au Sud Caucase (et surtout que les administrations de Bill Clinton et George W. Bush), empêtrée

dans diverses crises intérieures – dont celle du coronavirus –, elle l’a fait de manière limitée et quelque peu déçue. Les affinités entre les présidents Trump et Erdogan, et l’amélioration des relations entre les États-Unis et la Turquie depuis le printemps 2020<sup>1</sup> ont sans doute contribué à cette retenue relative de Washington, et au fait que l’exécutif américain n’a pas cherché à freiner concrètement l’engagement d’Ankara sur le terrain.

Les élections présidentielles, ainsi que, dans un autre registre, l’implication d’un nombre important d’acteurs institutionnels et non-institutionnels américains dans le dossier, n’ont pas simplifié l’équation. Si bien que l’administration Trump, sans être complètement en retrait, n’a pas obtenu de résultats probants. Le reste de la communauté internationale, dont la France et même la Russie, ne s’est guère montrée plus efficace, jusqu’aux premiers jours de novembre où Moscou, qui donnait jusqu’alors l’impression d’être également en retrait, a clairement repris la main et obtenu un cessez-le-feu le 9. La gestion du conflit par l’administration Trump a donc laissé les grands acteurs régionaux, Turquie et Russie, occuper le terrain géopolitique. La première en soutenant militairement et directement un des belligérants puis en obtenant de Moscou, selon toute vraisemblance, la possibilité de maintenir des troupes sur le sol azéri. La seconde en s’affirmant comme le seul État en mesure d’obtenir un cessez-le-feu et d’en assurer la viabilité en envoyant près de 2 000 de ses soldats sur le terrain. Par ailleurs, la gestion du conflit par l’administration Trump a souvent montré les responsables américains – au premier rang desquels le président et son secrétaire d’État Mike Pompeo – sous un jour peu favorable : empruntés et peu préparés.

### **L’exécutif américain et les premiers jours de la guerre**

Durant les premiers jours de la guerre, les réactions internationales affluent mais les autorités américaines n’occupent pas le devant de la scène dans ce domaine. Contrairement à la France et à la Russie en particulier, l’exécutif américain ne réagit pas immédiatement de manière claire. Le premier jour du conflit, le président Trump est certes interpellé lors d’une conférence de presse, et n’a donc d’autre choix que de s’exprimer : il le fait de manière très brève et dans le style décalé qui le caractérise. Semblant embarrassé et mal connaître le sujet, il explique qu’il vient de découvrir la question (depuis la veille, pour reprendre ses termes), et que lui et son

1. C. Gall, « Erdogan and Trump Form New Bond as Interests Align », *The New York Times*, 10 juin 2020, disponible sur : [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com).

équipe allaient voir s'ils pouvaient faire quoi que ce soit pour mettre un terme au conflit<sup>2</sup>.

Ces premiers propos, presque volés par la presse, ne sont ni répétés ni précisés. Il est assez probable qu'à la Maison-Blanche, parmi les conseillers du président, l'expertise sur le sujet n'est alors pas particulièrement fine. Le *turnover* au Conseil de sécurité nationale (NSC) a été assez important ces quatre dernières années, et si la première conseillère du président Trump pour l'Europe et la Russie, Fiona Hill, docteur en histoire et spécialiste de la Russie, a travaillé et publié sur le Sud Caucase avant de prendre ses fonctions au NSC, c'est sans doute moins le cas d'Andrew Peek, conseiller en fonction dans la dernière partie du mandat de Donald Trump.

En revanche, tout laisse à penser que le dossier est suivi très attentivement au département d'État par le bureau des Affaires européennes et eurasiatiques, et plus précisément, au sein de ce bureau, par celui des Affaires caucasiennes, également en charge de la co-présidence américaine du groupe de Minsk. La prudence y est toutefois de mise, puisqu'il faut attendre quatre jours pour que le secrétaire d'État Pompeo s'exprime sur la question, dans le cadre d'une interview par un journaliste de Fox News<sup>3</sup>. Il le fait en quelques phrases, de manière assez neutre, voire attentiste, en appelant les deux parties à cesser les hostilités et en s'opposant à toute forme d'internationalisation du conflit. Seul fait notable, Mike Pompeo qualifie alors le Haut-Karabagh de « bien immobilier » (*piece of real estate*), sans expliquer l'usage d'un tel vocabulaire – qui surprend et déplaît fortement notamment dans la communauté arménienne des États-Unis. Dans cette courte intervention, le secrétaire d'État indique également, sans plus de détail, que lui ou d'autres officiels de l'exécutif ont échangé sur la question avec un ou des dirigeants d'Arménie et d'Azerbaïdjan (l'expression qu'il utilise est : *We've spoken to the leadership in each of the two countries*).

Le 1<sup>er</sup> octobre, un cadre du Département de la Défense – certes sous couvert d'anonymat – emboîte le pas au président Emmanuel Macron et à d'autres États, en reconnaissant la présence de mercenaires de Syrie envoyés par la Turquie sur le front du Haut-Karabagh<sup>4</sup>. Mais parallèlement Mike Pompeo choisit une position plus prudente sur la question

2. « President Trump News Conference », *C-Span.org*, 27 septembre 2020, disponible sur : [www.c-span.org](http://www.c-span.org).

3. « Secretary Michael R. Pompeo With Amy Kellogg of FOX News », 1<sup>er</sup> octobre 2020, US Department of State, disponible sur : [www.state.gov](http://www.state.gov).

4. « American Official Confirms that Turkey Sent Hundreds of Syrian Mercenaries to Azerbaijan », ANHA, 1<sup>er</sup> octobre 2020, disponible sur : [www.hawarnews.com](http://www.hawarnews.com).

alors brûlante, et le 2 octobre, alors que la participation des mercenaires est déjà avérée et documentée par la presse internationale<sup>5</sup>, use du langage diplomatique pour condamner de tels faits s'ils ont eu lieu, tout en espérant qu'ils n'ont pas eu lieu<sup>6</sup>... On voit ici clairement les hésitations, et même l'embarras, de l'exécutif américain à dénoncer des pratiques difficilement acceptables d'un État, la Turquie, longtemps allié de premier plan et qui demeure une pièce majeure de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et un acteur géopolitique important dans le dispositif stratégique américain au Moyen-Orient.

## Les mercenaires venus de Syrie sont sur le champ de bataille

Au-delà, l'administration Trump, dont le président ne cache pas une certaine sympathie pour son homologue turc<sup>7</sup>, ne durcit jamais vraiment le ton à l'égard d'Ankara, en brandissant par exemple, la menace de sanctions, qui aurait peut-être pu infléchir la position de la Turquie dans son soutien militaire au régime de Bakou<sup>8</sup>. De même, les bonnes relations, anciennes, entre l'Azerbaïdjan et Israël invitent sans doute les autorités des États-Unis – dont le président est considéré par Benyamin Netanyahu comme « le meilleur ami qu'Israël a jamais eu à la Maison-Blanche »<sup>9</sup> – à la prudence dans leurs éventuelles dénonciations de Bakou. Au même moment, le 2 octobre, l'entourage de Donald Trump annonce que ce dernier a été testé positif au COVID-19. De ce fait, alors que la campagne présidentielle entre dans sa dernière phase, le relatif retrait du président ne facilite pas la prise d'initiative sur le Haut-Karabagh, qui passe encore plus au second plan. Pour le *New York Times* du 4 octobre, les problèmes de santé du président Trump n'ont fait qu'accentuer le désengagement du gouvernement américain d'un conflit qui ne laisse pas entrevoir de victoire diplomatique aisée pouvant être créditée en période pré-électorale<sup>10</sup>.

## Acteurs non-institutionnels et législateurs s'activent

Après ces débuts assez hésitants, alors que les combats font rage et ont déjà causé d'importantes pertes humaines, et entraîné le déplacement de

5. *The Guardian* publie notamment des articles très clairs en ce sens dès la fin septembre et est sans doute le premier à publier le témoignage d'un des mercenaires syriens. B. McKernan, « Syrian Recruit Describes Role of Foreign Fighters in Nagorno-Karabakh », *The Guardian*, 2 octobre 2020, disponible sur : [www.theguardian.com](http://www.theguardian.com).

6. « Secretary Michael R. Pompeo Briefing with the Traveling Press », Remarks to the Press, 2 octobre 2020, US Department of State, disponible sur : [www.state.gov](http://www.state.gov).

7. R. Costa et P. Rucker, « Woodward Book: Trump Says he Knew Coronavirus Was "Deadly" and Worse than the Flu while Intentionally Misleading Americans », *The Washington Post*, 9 septembre 2020, disponible sur : [www.washingtonpost.com](http://www.washingtonpost.com).

8. « US Election Impact on Karabakh War », Civilnet, 4 novembre 2020, disponible sur : [www.civilnet.am](http://www.civilnet.am).

9. « Netanyahu félicite Biden, remercie Trump », AFP, 8 novembre 2020.

10. A. Higgins, « Armenia's Leader Makes Plea to U.S. as Conflict Rages with Azerbaijan », *The New York Times*, 5 octobre 2020, disponible sur : [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com).

milliers d'Arméniens du Haut-Karabagh, l'exécutif américain se manifeste assez peu pendant plusieurs jours. En revanche, d'autres acteurs, institutionnels ou non, s'activent, notamment dans les deux premières semaines d'octobre, durant lesquelles les combats sont particulièrement violents mais les percées de l'armée azérie et de ses supplétifs pas encore déterminantes. Beaucoup se manifestent, dans la diaspora arménienne-américaine et les membres du Congrès notamment, en faveur de la partie arménienne, mais la presse est nettement plus nuancée, et d'autres acteurs, proches de, ou recrutés par, l'Azerbaïdjan ou la Turquie, s'engagent en faveur de ces derniers.

Les Arméniens-Américains réagissent très tôt à l'attaque azéro-turque dont la violence a généré d'emblée une situation humanitaire dramatique et la fuite de dizaines de milliers de civils de l'enclave vers l'Arménie. De nombreuses manifestations condamnant cette attaque, l'implication turque, et le fait que de multiples cibles non militaires soient sous les feux azéris, sont organisées par les communautés arméniennes partout aux États-Unis, notamment les week-ends des 2-3 et 9-10 octobre. Certaines de ces manifestations rassemblent plusieurs milliers de personnes, comme à San Francisco sur le Golden Gate Bridge, et même plusieurs dizaines de milliers à Los Angeles. Des opérations de blocage d'autoroutes et des manifestations devant le siège de cabinets de lobbying sous contrat avec Bakou, ou devant le siège de médias, ont également lieu. L'implication dans le conflit d'Israël, qui fournit des drones d'attaque à l'Azerbaïdjan et accompagne ce pays dans la construction de ces drones<sup>11</sup>, est aussi dénoncée. Pétitions et messages de soutien sont publiés par des célébrités (Sean Penn, Kim Kardashian, Mel Gibson, Xzibit...), des intellectuels et universitaires (Noam Chomsky, Seyla Benhabib, Cornel West...), ou des sociétés savantes (comme l'International Association of Genocide Scholars, IAGS).

Au-delà de la condamnation de l'attaque azéro-turque, l'accent est aussi rapidement mis sur la nécessité de sanctionner et d'isoler politiquement l'Azerbaïdjan et la Turquie, puis sur la reconnaissance de la République auto-proclamée d'Artsakh. Une telle reconnaissance est en effet de plus en plus perçue, dans le monde arménien et au-delà, comme la seule solution pour mettre un terme aux hostilités et à une liste des civils arméniens déplacés, tués ou blessés qui s'allonge de jour en jour. Les manifestations de soutien au Haut-Karabagh arménien s'élargissent également

11. « Haut-Karabakh : Israël fournit bien des drones à l'Azerbaïdjan pour frapper des cibles arméniennes », Francetvinfo.fr, 17 octobre 2020, disponible sur : [www.francetvinfo.fr](http://www.francetvinfo.fr).

## Des manifestations de soutien à la partie arménienne

très tôt à la sphère politique avec le lobbying des organisations arméniennes-américaines – l'Armenian National Committee of America (ANCA) et l'Armenian Assembly of America (AAA) –, et l'engagement de nombreux élus du Congrès et des États. Dès le 1<sup>er</sup> octobre, Jackie Speier, élue californienne à la Chambre des Représentants, présente un projet de loi *Condemning Azerbaijan's military operation in Nagorno-Karabakh and denouncing Turkish interference in the conflict* (H.Res. 1165), soutenu par 106 Représentants<sup>12</sup>. Cette proposition de loi est suivie de trois autres, déposées le 16 octobre pour deux d'entre elles, et le 23 pour la troisième. À noter que cette dernière, la H.Res. 1203, ne vise pas directement à demander la cessation des hostilités ou à condamner l'Azerbaïdjan et la Turquie, mais à soutenir le Haut-Karabagh arménien (la *Republic of Artsakh* dans le texte) et à reconnaître le droit des Arméniens de l'enclave à l'auto-détermination<sup>13</sup>.

Aucun projet de loi n'est déposé au Sénat, mais de nombreux sénateurs s'expriment en faveur d'un arrêt des combats, et parfois pour condamner la Turquie et l'Azerbaïdjan<sup>14</sup>. Parmi ces sénateurs, Kamala Harris, co-listière de Joe Biden et future vice-présidente, explique le 13 octobre : « Je suis extrêmement alarmée par les informations faisant état d'une agression continue au Haut-Karabagh », et : « Il ne peut y avoir de solution militaire au conflit<sup>15</sup>. » Le candidat Biden s'exprime également en ce sens le même jour, critiquant l'inaction de l'administration Trump et s'étonnant que, depuis le 27 septembre, ni le président ni le secrétaire d'État n'aient cherché à joindre par téléphone les autorités azérides et arméniennes. Le futur 46<sup>e</sup> président des États-Unis dénonce également avec force l'interventionnisme militaire de la Turquie dans ce dossier, ainsi que sa rhétorique belliciste<sup>16</sup>.

Parallèlement, les partisans de la partie azéro-turque s'activent aussi, mais de manière plus discrète. Un effort considérable auprès des médias

12. « H.Res.1165 - Condemning Azerbaijan's Military Operation in Nagorno-Karabakh and Denouncing Turkish Interference in the Conflict », disponible sur : [www.congress.gov](http://www.congress.gov).

13. « H.Res.1203 - Expressing the Sense of the House of Representatives Supporting the Republic of Artsakh at all Levels of Civil Society and Government and Recognizing the People of Artsakh's Inalienable Right to Self-Determination », disponible sur : [www.congress.gov](http://www.congress.gov).

14. « Over 100 U.S. Senators and Representatives Speak Out on Attacks Against Artsakh and Armenia », Anca.org, 15 octobre 2020, disponible sur : <https://anca.org>.

15. « Harris Statement on Nagorno-Karabakh Conflict », Harris.senate.gov, 13 octobre 2020, disponible sur : [www.harris.senate.gov](http://www.harris.senate.gov).

16. « Nagorno-Karabakh – Statement by Vice-President Joe Biden », Joe Biden.com, 13 octobre 2020, disponible sur : <https://joebiden.com>.

américains est mis en œuvre par les lobbyistes et les cabinets de relations publiques engagés par l'Azerbaïdjan – BGR Government Affairs, Stellar Jay Communications, S-3 Group... –, afin de promouvoir le point de vue azéri et de dépeindre négativement la partie arménienne. Ces mêmes organismes entreprennent également des démarches auprès des cercles politiques, comme en témoigne la tenue d'une réunion/conférence Zoom organisée par BGR Government Affairs et l'ambassadeur d'Azerbaïdjan à Washington, et destinée aux élus du Congrès et à leurs équipes<sup>17</sup>. Il est difficile d'évaluer l'ampleur de ce genre d'actions et leur impact, mais tout laisse à penser que certains élus américains entendent et soutiennent l'Azerbaïdjan dans ce conflit. À titre d'exemple, le fait que, le 14 octobre, le bureau de l'Ohio de l'ANCA accuse Steve Chabot, élu de cet État et leader du groupe d'amitié (*caucus*) azéri à la Chambre des Représentants, d'être « un porteur d'eau des assassins djihadistes et autres terroristes de l'État islamique recrutés par l'Azerbaïdjan et la Turquie pour massacrer les Arméniens [...] », laisse supposer que ce dernier n'a pas caché ses sentiments, ni ménagé ses efforts pour légitimer l'attaque azéro-turque contre le Haut-Karabagh<sup>18</sup>.

### **Le cessez-le-feu (non-appliqué) et les dernières initiatives avant les élections**

Ce n'est qu'après ces manœuvres importantes des acteurs non-institutionnels (qui se poursuivent de manière moins intensive les jours et semaines suivants) que l'exécutif reprend progressivement la main. À partir de la mi-octobre, Mike Pompeo s'exprime à plusieurs reprises sur la question. Les 14 et 15 octobre, il donne le sentiment d'être critique à l'égard de la partie azéro-turque, ciblant indirectement, et même parfois directement, la Turquie pour son intervention aux côtés de l'Azerbaïdjan. Le 15 octobre, alors que, même si les informations du front sont filtrées par les belligérants, l'opinion internationale pressent que la partie arménienne n'est pas en bonne posture, il se fend d'une remarque inattendue, déclarant à une radio de Géorgie qu'il « espérait que les Arméniens pourraient se défendre contre ce que font les Azéris<sup>19</sup> ». Ces propos, interprétés comme « pro-arméniens », sont peut-être à mettre sur le compte de la maladresse : ils ne seront ni répétés, ni précisés, ni suivis d'effets. En revanche, avec ce regain de déclarations fortes, les autorités américaines montrent leur intérêt pour le conflit, et laissent entrevoir la possibilité

17. N. Barsoumian, « What's Behind All the Pro-Azerbaijan Articles? », *The Armenian Weekly*, 24 octobre 2020, disponible sur : <https://armenianweekly.com>.

18. « ANCA Urges Ohio Voters to Unseat Azerbaijan Caucus Co-Chair Steve Chabot », *Asbarez*, 14 octobre 2020, disponible sur : <https://asbarez.com>.

19. « Pompeo dit espérer que l'Arménie puisse "se défendre" face à l'Azerbaïdjan », AFP, 15 octobre 2020.

qu'elles se montrent plus actives. Des perspectives qui arrivent à point nommé, deux cessez-le-feu ayant été obtenus le 10 puis le 17 octobre, sur l'impulsion des deux autres co-présidents du Groupe de Minsk, la Russie et la France, cessez-le-feu qui n'ont pas tenu sur le terrain.

## L'échec du cessez-le-feu américain

L'exécutif américain – département d'État, Maison-Blanche – prend donc à son tour la main et entame des négociations directes avec les deux parties. Ces échanges débutent sans doute dès le 18 ou 19 octobre, car le président Trump mentionne, lors d'un meeting de campagne le 19, que son administration s'est emparée de la question. Il ajoute quelques commentaires décalés et stéréotypiques sur les Arméniens : « De bonnes personnes et de bons hommes d'affaires également<sup>20</sup>. » Dans cette dynamique, les autorités américaines parviennent à faire venir à Washington les ministres arménien et azéri des Affaires étrangères, Zohrab Mnatsakanyan et Jeyhun Bayramov, le 23, et à obtenir un cessez-le-feu à compter du 25. Elles ne cachent pas leur satisfaction, voire leur enthousiasme, le président lui-même expliquant le jour du cessez-le-feu, avec une assurance injustifiée et déconcertante, que le conflit du Haut-Karabagh est un dossier « facile » comparé à celui de « la paix au Moyen-Orient »<sup>21</sup>.

Mais le 25 octobre la trêve ne tient pas plus que quelques minutes. L'Azerbaïdjan, dont les moyens militaires sont considérables et bénéficient d'un soutien turc sans faille, a en effet plutôt intérêt, bien que les autorités de Bakou le démentent, à continuer des combats qui tournent en sa faveur. Cet échec déçoit l'administration Trump, qui déplore la rupture du cessez-le-feu<sup>22</sup>. Cela génère sans doute une forme de recul de l'implication des autorités fédérales, et en particulier du département d'État, sur le dossier ; il faudra attendre l'extrême fin du mois d'octobre pour que la Maison-Blanche reprenne l'initiative avec une proposition inattendue, par la voix du conseiller à la Sécurité nationale Robert O'Brien. Le 30 octobre, ce dernier propose en effet de mandater des forces de maintien de la paix d'États scandinaves pour tenter de concrétiser sur le terrain un arrêt des combats. Cette proposition ne provoque ni développements ni commentaires, sauf des autorités russes, surprises de ne pas avoir été consultées sur le sujet<sup>23</sup> – et qui trouveront une solution au

20. « Trump: Armenians Have a Great Spirit for their Country », *Armenpress*, 19 octobre 2020, disponible sur : <https://armenpress.am>.

21. B. Fearnow, « Trump Says He'll Easily Solve Nagorno-Karabakh Conflict, Deserves Nobel Peace Prize », *Newsweek*, 25 octobre 2020, disponible sur : [www.newsweek.com](http://www.newsweek.com).

22. « Trump Says Violence in Nagorno-Karabakh Region "Disappointing" », *Reuters*, 27 octobre 2020.

23. S. Ghazanchyan, « Russia Comments on US-Proposed Scandinavian Peacekeepers in Karabakh Conflict Zone », *Amradio.am*, 2 novembre 2020, disponible sur : <https://en.amradio.am>.

conflit, seules, le 9 novembre, avec un cessez-le-feu encadré par le déploiement de près de 2 000 hommes de leurs forces d'interposition.

Ce cessez-le-feu parrainé par la Russie sonne le glas d'efforts américains trop inégaux pour être probants, et freinés, voire stoppés, par les présidentielles du 3 novembre et leurs résultats indécis. L'armistice russe, obtenu hors cadre du Groupe de Minsk, et qui exclut donc de fait les États-Unis, n'est pas immédiatement commenté à Washington. Les premières réactions officielles n'interviennent que trois jours après sa signature, par la voix discrète de l'ambassadeur américain à l'OSCE James Gilmore, accueillant de manière positive la nouvelle de l'interruption des combats, tout en suggérant que l'ensemble de la communauté internationale et en particulier l'OSCE – et donc, en plus de la Russie, les États-Unis et la France notamment, dans le cadre du groupe de Minsk – devrait s'investir dans le maintien de la paix au Haut-Karabagh<sup>24</sup>. Il faut ensuite attendre le 17 novembre pour que le secrétaire d'État Pompeo s'exprime, dans un communiqué sans grande annonce ni vision stratégique. Il y déclare le déblocage de fonds humanitaires au profit des populations civiles, salue l'arrêt des combats, et exprime le souhait que le Groupe de Minsk reprenne son rôle dans les négociations à venir<sup>25</sup> – que l'accord de cessez-le-feu n'a pas fait avancer sur le fond.

Dans les dernières semaines de la présidence Trump, quelques prises de position laissent percevoir des critiques à l'égard de la Russie<sup>26</sup>, qui donne l'impression de vouloir garder seule le contrôle de la situation sur le terrain et sur le front diplomatique ; mais rien de concret n'est proposé par Washington. La visite peu concluante du co-président américain du Groupe de Minsk, accompagné de son homologue français, en Azerbaïdjan et en Arménie les 12, 13 et 14 décembre, s'inscrit dans cette dynamique peu favorable aux États-Unis et au Groupe de Minsk, dont l'avenir en tant que médiateur du conflit semble fragile. Cette visite est d'ailleurs quasiment rejetée par le président Aliiev, qui explique devant les caméras que le Groupe de Minsk n'a pas été invité à Bakou<sup>27</sup>...

24. « Statement on the Conflict in and around Nagorno Karabakh », Statement delivered by Ambassador James S. Gilmore III to the Permanent Council, Vienne OSCE, 12 novembre 2020, disponible sur : <https://osce.usmission.gov>.

25. M. R. Pompeo, « The United States Welcomes Cessation of Hostilities Between Armenia and Azerbaijan and Announces New Assistance to Respond to the Nagorno-Karabakh Humanitarian Emergency », 17 novembre 2020, disponible sur : [www.state.gov](http://www.state.gov).

26. Voir par exemple « U.S. Says Russian Peacekeepers Risk Destabilizing Situation », *Asbarez*, 18 décembre 2020, disponible sur : <https://asbarez.com>.

27. R. Rehimov, « Azerbaijan Criticizes OSCE Minsk Group on Karabakh », *Anadolu Agency*, 12 décembre 2020, disponible sur : [www.aa.com.tr](http://www.aa.com.tr).

\* \* \*

Les États-Unis du président Trump se sont investis pour tenter de stopper la guerre au Haut-Karabagh de l'automne 2020, mais de manière limitée et surtout décousue – à l'image de ce qu'a souvent été la politique étrangère de l'administration Trump<sup>28</sup>. Ils ont tenu leur rang de co-présidents du Groupe de Minsk et, d'une certaine manière, n'ont pas été plus inefficaces que leurs homologues russe et français durant la quasi-totalité des hostilités, jusqu'à ce que Moscou, qui semblait relativement en retrait jusqu'alors, obtienne un véritable cessez-le-feu, un mois et demi après le début des combats.

Mais les autorités américaines n'ont pas su ou voulu faire preuve de leadership, et ont opéré par à-coups, accumulant les maladresses. Parmi ces maladresses, certaines sorties du président et du secrétaire d'État, déphasées et/ou à la limite de la « bourde » diplomatique, ont pu donner l'impression d'un léger infléchissement de Washington en faveur de la partie arménienne, en particulier dans la première moitié d'octobre. Cet infléchissement n'a toutefois jamais été suivi d'effets concrets, et s'est donc avéré seulement marginal et rhétorique. Le fort engagement des organisations arméniennes-américaines et de quelques élus du Congrès l'a été beaucoup moins, mais il n'a pu être décisif, et doit être mis en perspective avec le lobbying azéro-turc et les résultats qu'a obtenus ce dernier notamment sur le front de la communication politique et des médias.

Par ailleurs, si elles ont peut-être, ponctuellement, donné l'impression à l'équipe Trump qu'il y aurait un intérêt électoraliste à obtenir des résultats diplomatiques sur ce dossier, les élections présidentielles n'ont globalement pas joué en faveur d'une forte implication des États-Unis. À tel point qu'on pourrait se demander si la guerre n'a pas été volontairement déclenchée par la partie azéro-turque en période d'élections américaines, dont on sait que, en plus de souvent paralyser l'administration américaine en charge, elles accaparent totalement l'attention des médias et opinions internationales – tout comme la crise sanitaire du COVID-19 au demeurant. Cette question du lien entre le déclenchement du conflit et l'actualité des élections américaines est difficile à trancher formellement, mais a été relayée par plusieurs observateurs et médias<sup>29</sup>.

28. Sur l'incohérence de la politique étrangère de Donald Trump, voir par exemple le chapitre dédié à l'administration Trump dans l'ouvrage récent de B. Miller (avec Z. Rubinovitz), *Grand Strategy from Truman to Trump*, Chicago, University of Chicago Press, 2020.

29. V. Cheterian, « The Wars that Changed the South Caucasus », *Opendemocracy.net*, 7 décembre 2020, et M. Trevelyan, « Explainer: Who's Fighting in Nagorno-Karabakh, and Why Does it Matter? », Reuters, 28 septembre 2020.

En tout état de cause, alors que l’Azerbaïdjan enregistrait des succès sur le terrain qui allaient s’avérer décisifs, l’administration Trump n’est pas parvenue, en dépit de sa tentative du 25 octobre, à obtenir la cessation des hostilités, ni à ce que le Groupe de Minsk joue un rôle significatif dans ce domaine, et a donc laissé le champ libre à la Russie. Cette dernière n’a visiblement pas eu de grandes difficultés à obtenir le cessez-le-feu du 9 novembre, que la situation sur le terrain imposait à la partie arménienne, mais qui, en d’autres circonstances, aurait pu être revendiqué, au moins pour la forme, par les trois co-présidents du Groupe de Minsk. Cela n’a pas été le cas, et ce cessez-le-feu n’a pour ainsi dire même pas été commenté par une administration Trump en fin de cycle. Il n’en symbolise pas moins le recul américain dans la région et, à l’inverse, le maintien de la Russie et les avancées de la Turquie, laquelle va, selon toute vraisemblance, maintenir des troupes en Azerbaïdjan.



---

### Mots clés

Haut-Karabagh  
États-Unis  
Russie  
Turquie